



Déclaration liminaire FO CTSD du 5 septembre 2022

Monsieur le Directeur Académique,

La veille de la rentrée, les collègues du Baugeois recensaient **14 postes non pourvus sur leur secteur**, et il ne s'agit que d'une circonscription.

Vous allez probablement nous dire : « tous les problèmes ont trouvé une solution » et nous assurer que le 1<sup>er</sup> septembre, « il y avait un maître devant chaque classe. » Comme la Rectrice, vous avez communiqué dans la presse autour d'une rentrée sereine, sans contractuels dans le 1<sup>er</sup> degré...

**Pour FO, absorber la brigade de remplaçants dès la rentrée sur des postes à l'année n'est pas une « solution » mais bien le début d'une situation explosive.**

Nous constatons une fois de plus que de ne pas écouter les organisations syndicales, persister dans le déni, emmène à la catastrophe. L'actualité de cette rentrée nous donne une nouvelle fois raison, il n'est qu'à relire notre déclaration liminaire du 28 juin dernier...

N'avions-nous pas raison de saisir Monsieur le Préfet du chaos organisé, de l'empêchement des écoles de fonctionner faute de remplaçants ? N'avions-nous pas raison de vous écrire pour que vous fassiez remonter la demande de recrutement de la liste complémentaire compte tenu des constats de prérentrée ? Car c'est bien la solution immédiate : le recrutement sous Statut de la totalité de la liste complémentaire ! Pas une 50aine de collègues sur plus de 80 mais la liste entière qu'il faudra d'ailleurs réabonder. Durant tout l'été, ils se sont mobilisés pour être recrutés sous Statut, en se rassemblant avec le SNUDI FO devant les rectorats de Caen, de la Réunion, devant la Préfecture d'Angers, en rédigeant une pétition qui a obtenu aujourd'hui plus 12000 signatures. Nous voulons des profs ; eux, veulent des élèves !

Pénurie de recrutement organisée avec les **réformes de la masterisation, rémunérations bloquées** depuis des années, accueil d'élèves relevant de la MDA sans aides pour satisfaire une politique d'économie sous couvert d'« **inclusion** », conditions de travail dégradées, pressions sur les personnels avec **PPCR** et maintenant les **évaluations d'écoles**, ... Le gouvernement porte l'entière responsabilité du fiasco de cette rentrée,!

## Une « école qui n'est plus à la hauteur » ? La faute à qui ?

Ce qui se passe dans notre département illustre la situation nationale. Les médias ont annoncé 4000 postes d'enseignants non pourvus aux concours, des démissions en nombre... Il y en a eu 11 l'an dernier dans le Maine et Loire et d'autres juste avant la rentrée...

**Il manque également nombre d'AESH** dans nos écoles et celles qui ont pris leur poste, acceptant encore pour le moment une rémunération de 800 euros par mois, l'ont fait **sans contrat de travail** ... Quel mauvais employeur que l'Education Nationale !

La situation de cette rentrée était prévisible, elle est le fruit d'une politique menée depuis des années avec laquelle le ministre refuse de rompre !

Dans cette situation lors de ce CTSD de rentrée, pour **FO**, il ne doit être décidé que d'ouvertures ... toutes les ouvertures nécessaires.

La FNEC FP **FO** 49 exige :

- aucune fermeture de classe et ouverture des classes nécessaires, notamment à la *maternelle d'Andard, la maternelle d'Adrien Tigeot Angers, à René Brossard Angers, à Jules Verne Cholet, au Clos Coutard à Saumur et réouverture à Doué la Fontaine St Exupéry*
- création de postes de remplaçants.
- **recrutement sous Statut de tous les collègues sur liste complémentaire** (liste complémentaire réabondée si besoin)
- organisation immédiate de concours exceptionnels de recrutement de professeurs des écoles à Bac+3, abandon de la masterisation
- stagiairisation/ titularisation des personnels contractuels qui le souhaitent
- intégration de tous les enseignants titulaires en attente de mutation
- remplacement des AESH absentes, un vrai statut de fonctionnaire et un véritable salaire pour elles, l'abandon des PIAL
- rétablissement / renforcement de l'enseignement et des structures spécialisées pour permettre à tous les enfants qui en relèvent de pouvoir avoir les soins dont ils ont besoin
- 4 jours pour tous sur 36 semaines, respect du cadre national et de la laïcité

**Et augmentation immédiate du point d'indice a minima au niveau de l'inflation puis rattrapage des 25% perdus depuis 2010 !**